

# PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

MESURES (BÉNÉFICIAIRES)	OBJECTIFS	ORGANISMES
<b>RÉPONDRE AUX BESOINS DE LIQUIDITÉS</b>		
Indemnité d'urgence pour indépendants (Commerçants, artisans et travailleurs intellectuels qui exercent en tant qu'indépendants)	Accorder aux indépendants occupant moins de 10 personnes une aide de 2.500 euros non remboursable et non imposable	Direction générale des classes moyennes
Aide financière non remboursable et déductible (Micro-entreprises)	Accorder une aide directe d'un montant de 5.000 euros aux entreprises « à 9 salariés, obligées de cesser leur activité suite au règlement <sup>1</sup> modifié du 18 mars 2020	Direction générale des classes moyennes
Subvention en capital sous forme d'avance remboursable (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Accorder une aide financière d'un montant max. de 500.000 euros sous forme d'avance remboursable pour couvrir les frais de fonctionnement	Ministère de l'Économie / Direction générale des classes moyennes
Prise en charge intégrale par la CNS de l'indemnité pécuniaire exclusivement en cas de maladie (et reprise partielle pour raisons thérapeutiques) (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Il est dérogé au mécanisme normal de la conservation légale de la rémunération pour les incapacités de travail pour la seule cause de maladie (et reprise partielle pour raisons thérapeutiques) et la CNS prend la charge de l'indemnisation des salariés malades dès le premier jour de maladie	Caisse nationale de santé (CNS)
Moratoire accordé par certaines banques sur le remboursement des prêts existants (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Reporter le remboursement des crédits pour mieux faire face aux difficultés de trésorerie	Ministère des Finances / Différents établissements bancaires
Assouplissement des conditions de remboursement des prêts et crédits SNCI (PME / Grandes entreprises)	Suspendre le remboursement de capital aux échéances 31 mars et 30 juin pour prêts directs et indirects	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)
Remboursement anticipé de la TVA (Indépendants / PME)	Subvenir aux besoins de liquidités par un remboursement anticipé des soldes créditeurs TVA en dessous de 10.000 euros	Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)
Versement d'une avance sur les indemnités du congé pour raisons familiales extraordinaire (TPE / PME / Grandes entreprises)	Avancer une partie du remboursement des salaires que les employeurs doivent continuer à payer aux parents concernés	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), Mutualité des Employeurs, Caisse nationale de santé (CNS)
<b>ENCOURAGER LA RECHERCHE ET LES INVESTISSEMENTS LUTTANT CONTRE LE COVID-19</b>		
Soutien financier aux entreprises portant un projet d'investissement ou de R&D pour des produits aidant à combattre la crise sanitaire (PME / Grandes entreprises)	Cofinancer jusqu'à 80% les projets de recherche industrielle et de développement expérimental ainsi que les projets d'investissement pour produire/ développer des dispositifs médicaux ou de l'équipement hospitalier et médical	Ministère de l'Économie / Luxinnovation
Aide à l'investissement pour la production d'articles pertinents pour la lutte contre le Covid-19 (TPE / PME)	Soutenir les entreprises qui réorientent leur chaîne de production pour confectionner p.ex. des masques de protection ou produire du gel hydroalcoolique	Direction générale des classes moyennes
<b>FACILITER LE FINANCEMENT BANCAIRE</b>		
Régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires pour une durée max. de 6 ans (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Garantir de nouvelles lignes de crédit bancaire pour lesquelles l'Etat se porte garant à hauteur de 85% pour une enveloppe totale de 2,5 mia d'euros	Ministère des Finances / Ministère de l'Économie
«Financement Spécial Anti Crise - FSAC» via la banque de l'entreprise et la SNCI (PME / Grandes entreprises)	Couvrir des besoins de financement en relation avec la crise actuelle via des prêts indirects d'un montant entre 12.500 et 16,6 mio euros	Banques de l'entreprise ensemble avec la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)
Financement sur 5 ans en faveur de la mutualité des P.M.E. et de la mutualité de cautionnement (PME)	Permettre aux mutualités des chambres professionnelles d'élargir les garanties fournies aux PME	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)
«Garanties <sup>2</sup> PME» en collaboration avec les banques actives dans le financement des entreprises (PME)	Mettre à disposition des garanties pour l'obtention de nouvelles lignes de fonds de roulement auprès des banques	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)
<b>AIDER LES STARTUPS</b>		
Couverture renforcée du besoin en financement des jeunes entreprises innovantes (Startup de moins de 5 ans)	Afin de soutenir les startups, le taux maximum de cofinancement appliqué de 50% a été relevé à au moins 70% pour toutes les nouvelles aides jeunes entreprises innovantes octroyées	Ministère de l'Économie
Appel à projets (jusqu'au 30 avril) pour des solutions innovantes dans la lutte contre Covid-19 (Startup)	Soutenir jusqu'à hauteur de 150.000 euros le développement de produits ou services innovants d'ordre technologique destinés à limiter voire à surmonter les effets économiques, sanitaires ou sociétaux de la crise Covid-19	Ministère de l'Économie
<b>MAINTENIR L'EMPLOI</b>		
Chômage partiel pour cas de force majeure (Startup / PME / Grandes entreprises / asbl)	Eviter des licenciements par la prise en charge par l'Etat des rémunérations des salariés (CDI, CDD, apprentis) qui reçoivent 80% de leur salaire par l'entreprise	Ministère de l'Économie / Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)
Prolongation des titres de séjour des ressortissants de pays tiers (Indépendants / TPE / PME / Grandes entreprises)	Pendant la durée de l'état de crise, les visas et autorisations de séjour venus à échéance des ressortissants de pays tiers restent valables	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Jobswitch (jusqu'au 30 avril) (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Mettre en relation le personnel en chômage, chômage partiel ainsi qu'indépendants et entreprises en besoin de main d'œuvre	House of Entrepreneurship
Modification de l'abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfant (Ménages privés qui ont engagé du personnel)	Augmenter pour l'année d'imposition 2020 l'abattement forfaitaire de 5.400 à 6.750 euros pour les contribuables qui ont employé pour la période d'avril à décembre 2020 une aide de ménage effectuant des travaux domestiques dans leur habitation	Administration des contributions directes (ACD)
<b>SAUVEGARDER L'ACTIVITÉ DANS LES DOMAINES D'ACTIVITÉS ESSENTIELLES</b>		
Augmentation de la durée de travail max. dans les secteurs d'activités essentielles (Entreprises actives dans un ou plusieurs domaines d'activités essentielles définis aux art. 3 et 5 dans le règlement <sup>3</sup> modifié du 18 mars 2020)	Prolonger, avec l'accord de la délégation du personnel, la durée de travail max. jusqu'à 12 heures par jour et 60 heures par semaine	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Refus ou annulation de congés dans les secteurs d'activités essentielles (Entreprises actives dans un ou plusieurs domaines d'activités essentielles définis dans le règlement <sup>4</sup> modifié du 18 mars 2020)	Permettre aux employeurs de refuser pendant l'état de crise, les demandes de congé, et les congés déjà accordés	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Augmentation de la durée de travail pour certains contrats étudiants dans les secteurs d'activités essentielles (Entreprises actives dans un ou plusieurs domaines d'activités essentielles définis dans le règlement <sup>5</sup> modifié du 18 mars 2020)	Prolonger la durée hebdomadaire des CDD conclus avec un étudiant à 40 heures sur une période de 4 semaines ou d'un mois	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Contrat d'employé d'Etat pour personnes exerçant une profession de santé à titre libéral (Certains professionnels de la santé)	Opter en tant que médecin libéral ou personne exerçant une profession de santé à titre libéral pour un contrat d'employé de l'État à durée déterminée	Ministère de la Santé
<b>PROMOUVOIR LE TRAVAIL À DISTANCE</b>		
Imposition modifiée du télétravail pour les salariés frontaliers belges, français et allemands (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Permettre aux frontaliers de travailler pendant la crise depuis leur domicile sans que la rémunération afférente ne soit imposée dans leur pays d'origine	Administration des contributions directes (ACD)
Aide à l'investissement dans des infrastructures destinées à mettre en place un système de télétravail (TPE / PME)	Soutenir les entreprises qui investissent dans des outils afin de permettre à leurs salariés de faire du télétravail	Direction générale des classes moyennes
<b>ÉTALER LES PAIEMENTS LIÉS AUX ÉCHÉANCES FISCALES</b>		
Annulation des avances fiscales des deux premiers trimestres 2020 (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Accorder d'office une annulation des avances en matière d'impôt pour les 2 premiers trimestres de 2020, sont visés l'impôt sur le revenu (des collectivités) et l'impôt commercial communal	Administration des contributions directes (ACD)
Délai de paiement d'échéances fiscales de 4 mois (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Demander le report du paiement (sans intérêts) de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune	Administration des contributions directes (ACD)
Report de la remise des déclarations d'impôt (Indépendants / PME / Grandes entreprises / Personnes physiques)	Fixer la date-limite pour la remise des déclarations d'impôt pour les personnes morales et physiques au 30 juin 2020	Administration des contributions directes (ACD)
Dépassement de la date-limite de dépôt pour les déclarations de TVA (Indépendants / PME / Grandes entreprises)	Renoncer à des sanctions administratives en cas de dépassement de la date-limite de dépôt des déclarations de TVA, la TABO, les déclarations de succession et les actes notariés et d'huissier	Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)
<b>BÉNÉFICIAIRE DE LA TOLÉRANCE ADMINISTRATIVE AU NIVEAU DES COTISATIONS SOCIALES</b>		
Flexibilité accrue pour le paiement des cotisations sociales (TPE / PME / Grandes entreprises)	Offrir une souplesse aux entreprises en matière de paiement des cotisations sociales, p.ex. en suspendant temporairement le calcul des intérêts moratoires pour les retards de paiements	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)
Mesures pour indépendants au niveau des cotisations sociales (Indépendants)	Profiter en tant qu'indépendant des mesures pour mieux gérer le paiement des cotisations sociales	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)
<b>BÉNÉFICIAIRE DES MESURES D'AIDE À L'EXPORTATION POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES EXPORTATRICES</b>		
Renforcement des mesures d'aide à l'exportation et au développement à l'international (Certaines professions libérales / Micro-entreprises / PME / Grandes entreprises)	Soutenir davantage les entreprises qui exportent et qui font de la prospection à l'international, y compris vers les marchés touchés par le coronavirus	Office du Dueroire (ODL)
<b>PROTÉGER JURIDIQUEMENT L'ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ</b>		
Suspension de l'obligation d'effectuer l'aveu de cessation de paiement entraînant la faillite (Toutes les sociétés)	Dispenser l'entreprise de l'obligation d'effectuer l'aveu de faillite lorsqu'elle ne dispose pas de liquidités suffisantes	Ministère de la Justice
Suspension de l'exécution forcée des déguerpissements ordonnés pour les baux à usage d'habitation ainsi que ceux ordonnés en matière de bail commercial (Tous les locataires bénéficiaires d'un bail commercial)	Protéger les locataires pendant la période de crise de l'exécution forcée immédiate du déguerpissement	Ministère de la Justice
<b>SOUTENIR LE SECTEUR CULTUREL</b>		
Mesures de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et salariés du secteur culturel (Artistes professionnels indépendants et intermittents du spectacle)	Accorder des mesures sociales supplémentaires, garantir des subsides pour des projets annulés et accorder le chômage partiel aux salariés du secteur	Ministère de la Culture